

Royaume du Maroc

Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de
l'Environnement
Département de l'Énergie et des Mines



المملكة المغربية

وزارة الطاقة و المعادن و الماء
و البيئة
قطاع الطاقة و المعادن

Direction de l'Observation et de la Programmation

مديرية الرصد و البرمجة

NOTE DE VEILLE DU SECTEUR ENERGETIQUE (Informations du 03 mars 2010)



PETROLE

Pétrole : l'Ufip dénonce "l'impact aggravant" des dépôts d'importation

(src :Reuters)

L'implantation de dépôts d'importation de produits pétroliers finis aurait un "impact aggravant" sur le raffinage français et européen, estime l'Union française des industries pétrolières (Ufip).

Confronté à une baisse de la demande, le secteur du raffinage français perd environ 150 millions d'euros par mois en France depuis mars 2009. "Dans le contexte actuel de surcapacité, créer une activité de stockage basée sur l'importation massive de produits finis fabriqués hors zone Europe aurait un impact aggravant sur le raffinage français et européen", a déclaré Jean-Louis Schilansky, président de l'Ufip.

"C'est un avertissement aux pouvoirs publics. L'idée de construire de vastes dépôts d'importation ne peut pas être sans conséquence", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse.

Cette question devrait être évoquée lors d'une table ronde sur l'avenir du raffinage français, le 15 avril, organisée à la suite de la grève qui a frappé les raffineries françaises du groupe Total le mois dernier.

"Globalement, il y aura moins de brut traité en Europe. C'est inévitable", a souligné Jean-Louis Schilansky.

Il estime que de 10 à 15% des 114 raffineries européennes devront "se restructurer, se modifier, pour certaines fermer, afin de revenir à un équilibre entre la demande et le débouché".

Sans préciser de date, il a jugé que l'arrivée de nouvelles directives européennes en 2013 "pourraient précipiter les choses".

"Ce n'est pas une évolution que nous n'avons pas vu venir", a-t-il précisé. "La crise de 2008 a rapproché le phénomène de trois, quatre ans. Cette instantanéité a créé une situation particulièrement tendue, qui risque de ne pas être terminée".

La France compte douze raffineries, dont quatre sur le bassin de L'Etang de Berre (Bouches-du-Rhône) qui assurent plus du tiers des capacités du raffinage français (32%). La consommation française de produits pétroliers a baissé de 2,8% en 2009 par rapport à 2008.

"En 2009, on a eu la même consommation pétrolière qu'en 1982. C'est une réalité avec laquelle notre industrie doit vivre", a conclu le président de l'Ufip.

Le britannique BP poursuit ses efforts de productivité dans le raffinage

(src :Reuters)

Le pétrolier anglais veut améliorer sa rentabilité de plus de 3 milliards de dollars d'ici deux à trois ans, mais c'est dans le raffinage que l'effort sera le plus important



South Stream: l'UE disposée à soutenir le projet

(src :EUROPA)

L'Union européenne peut soutenir le projet South Stream, mais le projet de gazoduc Nabucco reste toujours prioritaire pour les 27, a déclaré mardi à Sofia le commissaire européen à l'Energie Günther Oettinger.

"La priorité de l'Union européenne est évidente. Nous voulons développer le couloir sud. L'UE veut une connexion directe avec la Caspienne et le Moyen-Orient", a-t-il indiqué lors d'un forum sur l'énergie dans la capitale bulgare.

Et d'ajouter que la Commission européenne pourrait soutenir le projet South Stream s'il respectait les exigences techniques au niveau de la sécurité.

Par ailleurs, M.Oettinger a insisté sur les capacités insuffisantes des réseaux existants pour couvrir les besoins européens à moyen et long terme.

Aussi tout en considérant le projet Nabucco comme prioritaire, l'UE est-elle disposée à soutenir d'autres projets de gazoduc, qu'il s'agisse de White Stream qui reliera la Géorgie à l'UE, ITGI devant acheminer du gaz d'Azerbaïdjan jusqu'en Italie par la Turquie et la Grèce, et le gazoduc Transadriatique entre la Grèce et l'Italie.

Le commissaire européen à l'Energie a souligné que Nabucco, entre autres avantages, pourrait favoriser l'apparition de nouveaux fournisseurs et augmenter la diversification des fournitures de gaz ainsi que l'indépendance des consommateurs.

Développé par le russe Gazprom et l'italien Eni, le projet South Stream prévoit la pose d'un gazoduc long de 900 km via la mer Noire, de Novorossisk à Varna. Cette conduite, dont le tronçon maritime aura une capacité de 63 milliards de mètres cubes par an, transportera, d'ici 2015, jusqu'à 30% du gaz russe livré à l'Europe.

Auparavant, Moscou a signé dans le cadre de ce projet des accords intergouvernementaux avec la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie, la Grèce et la Slovaquie et la signature d'un accord avec l'Autriche est envisagée.

En concurrence avec le projet de gazoduc South Stream, le projet Nabucco est le prolongement du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum. Promu par l'Union européenne, le pipeline doit permettre de transporter 20 à 30 milliards de mètres cubes de gaz naturel caspien tous les ans à partir de 2014, en contournant le territoire russe.

Gaz naturel Canada : le Coréen Kogas investit \$1,1 Mds

(src :Reuters)

Le sud coréen KOGAS a signé un accord avec le canadien EnCana, en vue d'explorer et de développer des champs de gaz naturel sur le territoire canadien.

En vertu de cet accord, KOGAS investira *1,1 milliards de dollars* sur les cinq prochaines années et contrôlera ainsi 50 % des champs gaziers qui sont actuellement détenus par EnCana.

Les deux sociétés développeront 3 champs gaziers situés dans la partie nord-est de la Colombie-Britannique. A travers ce projet, KOGAS s'attend à garantir **20 millions de tonnes de gaz naturel** et sera également en mesure de produire plus de 1 million de tonnes de gaz naturel en 2017.

Korea Gas Corporation (KOGAS) est la compagnie nationale coréenne de gaz naturel, créée en 1983 par le gouvernement coréen. **KOGAS est devenu le plus gros importateur mondial de gaz LNG liquéfié** et exploite 3 terminaux de regazéification et 2 721 km de gazoducs en Corée du Sud.

NUCLEAIRE

Vers une révision de la politique nucléaire de l'Otan

(src :Reuters)

L'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, la Norvège et les Pays-Bas ont demandé à l'Otan un débat sur sa « politique nucléaire » lors du sommet de Tallin de fin avril, a annoncé hier le ministère belge des Affaires étrangères, mettant ainsi sur les rails le retrait d'Europe des armes nucléaires tactiques américaines. Les chefs de la diplomatie des cinq pays ont remis le 26 février une lettre en ce sens au secrétaire général de l'Otan. L'Allemagne a été la première à rendre publique son intention de demander le retrait des ogives américaines encore déployées chez elle. Environ 240 bombes atomiques américaines B-61 largables d'avion sont stockées en Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas et Turquie.

ELECTRICITE

EDF inaugure une centrale CCG 870 MW aux Pays-Bas

(src : EDF, Sloe Centrale BV)

Le groupe EDF et DELTA, 4ème énergéticien néerlandais, ont inauguré courant février une centrale à cycle combiné gaz (CCG) de 870 MW à Vlissingen-Oost, au sud-ouest des Pays-Bas.

C'est la société Sloe Centrale B.V, appartenant à parts égales à EDF et Delta, qui était non seulement en charge de sa construction mais aussi garant de son exploitation future.

Composée de deux unités de 435 MW, ce CCG produit l'équivalent de la consommation en électricité d'environ 2 millions de foyers.

La centrale de Sloe peut démarrer et produire de l'électricité en 30 à 40 minutes, ce qui en fait un mode de production particulièrement adapté aux variations de la demande en électricité. Elle intègre également les dernières avancées technologiques afin de diminuer significativement les impacts de l'exploitation sur l'environnement, notamment par la réduction des émissions atmosphériques de dioxyde de carbone (CO2) et d'oxyde d'azote (Nox).

EDF s'appuie sur sa filiale EDF Trading pour vendre sur le marché de gros les 50 % de l'électricité produite par la centrale qui lui reviennent.

La centrale de Sloe permet également à EDF de diversifier son mix énergétique au Benelux en complétant les moyens de production dont le Groupe dispose dans cette zone, en particulier en Belgique, au travers de sa filiale EDF Belgium (propriétaire de 50 % de la centrale nucléaire de Tihange 1) et de sa participation de 51 % dans SPE Luminus (parc diversifié de 1955 MW)



[Vue aérienne de la centrale en septembre 2009]



Iberdrola créé une division éolienne offshore

(src : Iberdrola Renewable)

La société espagnole Iberdrola Renovables annonce avoir créé une division éolienne offshore spécifique qui sera en charge de développer un important portefeuille totalisant près de 10.000 MW dans le monde.

La nouvelle division sera dirigée par Keith Anderson comprendra trois départements : développement des affaires, opérations et maintenances. Elle intégrera également la business unit Energie Renouvelable du britannique ScottishPower.

L'objectif d'Iberdrola Renovables est de renforcer pour l'avenir sa stratégie dans l'une de ses entreprises qui devrait jouir d'un cadre réglementaire favorable. Allant dans ce sens, la société a récemment obtenu les droits en même temps que Vattenfall pour construire l'un des plus grands parcs éoliens offshore au Royaume-Uni. Le parc d' "East Anglia", situé dans la mer du Nord au large de la côte du Norfolk aura une capacité de 7.200 MW et sa construction devrait commencer en 2015.

Iberdrola dispose d'un portefeuille de plusieurs projets éoliens offshore en Europe (Allemagne, L'Espagne et le Royaume-Uni), comportant 2 500 MW de capacités supplémentaires. Il comprend 1 700 MW au Royaume-Uni, dont la construction débutera en 2012. L'objectif du gouvernement britannique est rappelons le, d'atteindre une capacité comprise entre 20.000 et 30.000 MW dans cette technologie d'ici à 2020, ce qui représente 15% de la capacité totale.

En Espagne, Iberdrola a commandé des études de faisabilité concernant six projets éoliens au large des côtes de Cadix, Castellón et Huelva.

Iberdrola Renovables prévoit d'investir 9 milliards d'euros entre 2010 et 2012 afin d'accélérer son expansion internationale et de consolider ses positions dans l'énergie éolienne. Elle prévoit également d'investir 4,9 milliards d'euros aux États-Unis, 1,9 milliard d'euros au Royaume-Uni, 1 milliard d'euros en Espagne et 1,2 milliards d'euros dans le reste du monde.

Enel Erelis change de nom et de logo

(src : Enel)

L'italien Enel Green Power change le nom de sa filiale française, Enel Erelis, qui devient Enel Green Power France.

Créée en aout 2002, et détenue à 100% par Enel depuis Juillet 2006, Enel Erelis est une société du groupe, spécialisée dans le développement, la construction et l'exploitation de projets à partir de sources renouvelables en France.

Basée à Lyon et à Rennes, avec des équipes dédiées à l'ingénierie et au développement, Enel Green Power France bénéficie des synergies et de l'expertise du groupe Enel dans les sources renouvelables dans le but de devenir un acteur majeur des renouvelables en France.

« *L'intégration d'Enel Green Power France au sein de la grande famille d'Enel Green Power est bien avancée et ce changement de nom démontre de façon significative l'importance croissante que nous accordons au marché français avec une attention particulière dans le développement de notre présence sur ce territoire* » a indiqué Francesco Starace, président d'Enel Green Power.

Enel Erelis exploite sept parcs éoliens avec 68 MW de capacité installée et a environ 500 MW de projets futurs, dont 80 MW sont en construction.

En 2008, **Enel Green Power** a annoncé des revenus avoisinant 1,9 milliard d'euros et un Ebitda (excédent brut d'exploitation) de presque 1,2 milliard d'euros. L'entreprise emploie plus de 2 500 personnes.

La capacité installée à partir de sources d'énergies éoliennes, solaires, géothermiques, hydroélectriques et de la biomasse avoisine **4,700 MW** (données du 30 septembre 2009) et EGP compte plus de 500 centrales en exploitation ou en construction à travers le monde.

Les actifs de production d'Enel Green Power se situent dans les régions du monde suivantes :

- Italie : 2 599 MW de capacité installée.
- Ibérie : 479 MW de capacité installée
- Amérique du Nord : 788 MW déjà installés.
- Amérique latine : 667 MW de capacité installée dont 24 MW en énergie éolienne et 643 MW en hydroélectrique.

En outre, 165 MW de la capacité en énergies renouvelables sont déjà installés en France, en Grèce et en Bulgarie (données du 30 septembre 2009).

Les Français sont favorables aux énergies renouvelables

(src : ADEME)

Près de 97% des Français se déclarent favorables au développement des énergies renouvelables, selon une étude sur les Français et les énergies renouvelables publiée par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME).

En effet, 85% des personnes interrogées citent spontanément au moins une énergie renouvelable, contre seulement 68% en 2005. La flambée des prix du pétrole et la médiatisation du Grenelle de l'Environnement semblent en grande partie expliquer les évolutions de perception, de connaissance et de pratiques des Français.

Lorsqu'on leur demande de citer spontanément les énergies renouvelables qu'ils connaissent, les Français citent en priorité **l'énergie solaire** (68%) et **l'énergie éolienne** (57%). Ces deux énergies sont d'ailleurs perçues avant tout comme saines et respectueuses de l'environnement. Ce sont celles que les Français veulent voir se développer en priorité, à 68% pour le solaire et 43% pour l'éolien.

Les énergies géothermique et hydraulique sont associées aux énergies renouvelables de façon moins spontanée, avec seulement 31% et 22% de répondants qui les citent spontanément. Quant à la biomasse, elle n'est citée que par 18% des personnes interrogées.

Focus : l'énergie solaire plébiscitée

Le solaire est incontestablement l'énergie bénéficiant de la meilleure image. Elle est perçue comme la plus respectueuse de l'environnement, la plus économique à produire, la moins polluante, la moins dangereuse, la plus moderne et celle permettant de lutter le plus efficacement contre l'effet de serre. Son niveau d'acceptabilité est par ailleurs particulièrement bon, que ce soit pour les bâtiments publics (96% de répondants favorables), sur le toit d'un voisin (88% de répondants favorables) ou sur son propre toit (97% des répondants favorables).

L'énergie éolienne bénéficie elle aussi d'un bon niveau d'acceptabilité, certes en baisse de 6 points par rapport à 2008, avec 77% des Français favorables à l'installation d'éoliennes en France.

L'équipement de la maison en énergies renouvelables en progression

96% des Français perçoivent au moins une énergie renouvelable comme « productible à domicile », l'énergie solaire totalisant près de 90% des suffrages. La géothermie rassemble quant à elle 51% des personnes interrogées sur cette question.

En 2009, 21% des Français déclarent posséder un équipement permettant d'utiliser des énergies renouvelables pour leur consommation d'énergie : ce résultat, en augmentation de 4 points par rapport à 2008, s'explique principalement par la multiplication des équipements de chauffage au bois, et des panneaux solaires.

9% des Français déclarent par ailleurs envisager d'acquérir un équipement permettant d'utiliser des énergies renouvelables pour leur consommation d'énergie dans les 12 prochains mois : il s'agirait d'une installation solaire pour 60% d'entre eux.

Nota : L'étude sur les Français et les Energies Renouvelables a été effectuée pour le compte de l'ADEME par le Cabinet BVA. 1001 enquêtes téléphoniques d'une durée de 16 minutes représentatives de la population française des 18 ans et plus ont ainsi été menées entre le 23 juin et le 9 juillet 2009. Cette même étude avait déjà été réalisée en 2004, 2005 et 2006.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Climat: le Qatar veut accueillir le sommet de l'ONU en 2012

(src : Ria Novosti)

La Ligue arabe a appuyé à l'unanimité la participation du Qatar au concours pour le droit de recevoir en 2012 le sommet annuel dans le cadre de la Convention cadre de l'ONU sur les changements climatiques (CCNUCC), a annoncé mercredi le journal local The Peninsula.

Le prochain sommet qui se tiendra en décembre 2010 au Mexique devra désigner le pays hôte du sommet de 2012, parmi le Qatar et la Corée du Sud.

Selon Mohammed bin Ibrahim Al Tuajry, conseiller en charge des questions économiques du Secrétaire général de la Ligue, les pays arabes appuieront l'initiative de Doha.

Le Qatar coopérera en la matière avec le Groupe 77, la plus importante organisation des pays en voie de développement au sein de l'ONU, un bloc de pays africains et d'autres "groupes internationaux".

Le Protocole de Kyoto, principal document international visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre qui provoquent le réchauffement global, expire en 2012.